

L'ÉDITORIALISTE

Xavier Fontanet
Ancien PDG d'Essilor



Leçon suisse à la France jacobine

En cette époque où le gouvernement annonce une réforme des régions, nos politiques devraient jeter un coup d'œil attentif sur la Suisse. Ceci peut passer pour une quête inutile à cause de la petite taille du pays, ou pour une provocation en raison des discussions fiscales avec l'Europe. Pourtant, la Suisse est le pays européen (au sens géographique) qui fonctionne le mieux, et de très loin, depuis quarante ans. Tous ses indicateurs sont au vert : excédent commercial record, monnaie forte, Etat en équilibre budgétaire, chômage nul, croissance du PIB par tête très régulier, dette contenue à 40% du PIB... La Suisse nous bat sur tous les terrains à plate couture. Mettons de côté aussi les réactions épidermiques qu'a provoquées référendum sur l'immigration : nous sommes des démocrates et devons respecter le vote de gens libres. Tordons le cou, par la même occasion, à l'idée que la prospérité de la Suisse est due à ses turpitudes financières. Il y a eu des dérives, ce fut plus affaire de personnes que de système, les Suisses s'attaquent au problème en ce moment.

Dès que l'on cherche à être objectif sur ses performances et que l'on regarde les chiffres de près, la Suisse n'est pas le pays de la finance : la part du PIB qui lui est consacrée est de 10% (9% en Grande-Bretagne), et elle décroît régulièrement depuis vingt ans. La Suisse est un pays avant tout industriel, qui abrite 15 des 500 premières entreprises mondiales (selon *Fortune*), à peine deux fois moins que la France, alors qu'elle a la taille d'une seule de nos régions. Soyons donc pragmatiques, et puisque nous avons l'ambition de remettre sur pied notre modèle industriel, inspirons-nous des champions. La Suisse a réussi à concilier la compétitivité au niveau mondial et le respect de traditions locales très fortes à travers des cantons tous très dynamiques. Nestlé a son siège mondial à Vevey, petite ville prospère et animée aux bords du lac Léman. La plus haute technologie agroalimentaire y voisine avec les costumes et les petits vins régionaux, preuve que la mondialisation respecte les particularismes ! Où est le secret qui assure l'harmonie entre la mondialisation et le maintien des traditions ?

La Constitution suisse confie très explicitement au niveau fédéral la responsabilité de la défense, des affaires étrangères et de la monnaie. Tout le reste – police, justice, éducation, équipement, environnement, culture... – est laissé aux cantons. Les doublons administratifs sont donc impossibles. La Constitution impose en outre l'équilibre budgétaire sur une période de cinq ans et laisse les cantons et les villes se

débrouiller seuls en cas de problèmes financiers. Ce qui correspond aux missions de l'Etat français coûte, en Suisse, 130 milliards de francs, soit 19,5% du PIB, répartis pour 40 milliards au centre, et 90 milliards dans les cantons : 60% de la dépense est donc contrôlée localement. Par comparaison, en France, les mêmes missions représentent 25,5% du PIB – 30% de plus qu'en Suisse ! – et sont gérées pour 75% au niveau central. On ne peut pas dire que la qualité de la sphère publique suisse soit inefficace : toutes les statistiques montrent que la criminalité est inférieure de moitié à la nôtre ; les écoles secondaires sont dans les quatre premières mondiales, selon le classement Pisa ; et les universités, dans les quatre premières dans le classement de Shanghai.

Le secret de sa compétitivité est dans la concurrence qui se joue quotidiennement entre les cantons. Si les élus montent trop les coûts et les impôts, ils sont immédiatement punis par des déplacements de sièges ou par une votation cantonale sur le budget. Cette compétitivité de la sphère publique, reflétée par des niveaux d'impôts parmi les plus bas du monde, dope évidemment celle des entreprises.

Département ou région ? Le débat français n'a pas de sens. La vraie question est : pouvons-nous décentraliser les coûts et les recettes du pouvoir central ?

La Suisse montre aux Français, jacobins dans l'âme, qu'un système complètement décentralisé a d'excellentes performances. L'autre message important, c'est que la concurrence entre régions, doublée d'une réelle responsabilité financière, est la voie vers la compétitivité de la sphère publique. La vraie question à se poser en termes de décentralisation n'est donc peut-être pas le choix entre la région et le département, mais le fait de savoir si nous sommes prêts, tous, à envisager de décentraliser les coûts et les recettes du pouvoir central, avec la condition express d'accepter la concurrence entre entités régionales, donc le risque qu'elles puissent faire faillite et doivent alors fusionner avec la voisine la plus solide financièrement.

Nous avons un besoin vital de baisser les coûts de l'Etat : intégrons cet objectif dans la réforme régionale. Avant donc d'inventer des machines compliquées et d'imaginer de nouvelles couches administratives, que nos députés aillent voir de plus près le fonctionnement de l'horloge suisse. Et pourquoi ne pas tenter l'expérience sur une ou deux régions françaises pendant dix ans ?